



Fédération Nationale des Chasseurs

Issy-les-Moulineaux, le 18 septembre 2017

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

A l'occasion de la Présidentielle, vous avez parfaitement su répondre aux attentes du monde de la chasse et notamment des présidents des fédérations départementales des chasseurs en faisant preuve d'une véritable ambition pour promouvoir la chasse et la ruralité en général.

Votre engagement à conforter le développement de la chasse française comme outil d'aménagement du territoire, de régulation de la faune sauvage et de gestion de la biodiversité, renforce les chasseurs dans leur dynamique au service des territoires ruraux.

Notre contribution se traduit également dans les faits, par une augmentation significative du nombre de nouveaux chasseurs à la fois par besoin de nature et parce que la chasse est un formidable moyen d'intégration sociale dans nos campagnes.

La chasse en France, c'est non seulement 1,1 million de pratiquants, mais aussi un flux économique de 3,9 milliards d'euros et un apport de services écosystémiques pour la nature de l'ordre de 2,9 milliards d'euros ; ce qui porte à près de 7 milliards l'apport des chasseurs à l'économie et à la nature.

La chasse, c'est enfin, dans beaucoup de régions, le dernier réseau associatif et convivial de la France « périphérique et rurale ».

Au cours des législatives, le mouvement La République En Marche s'est inscrit dans la même dynamique en signant les 30 propositions de réformes de la chasse française de la Fédération Nationale des Chasseurs, sous la responsabilité du Sénateur François Patriat.

Après notre première et fructueuse réunion de travail avec Monsieur le Ministre Nicolas Hulot, nous sommes donc arrivés à la phase active de la mise en œuvre législative, réglementaire et contractuelle de ces propositions. Notre premier objectif est à la fois de transformer la chasse française et de mieux l'intégrer dans toutes les politiques environnementales, agricoles, forestières et plus généralement rurales.

Notre second objectif est d'aboutir à une chasse simplifiée, au service des territoires ruraux, au cœur de la biodiversité, avec des moyens d'action accrus pour nos structures fédérales. C'est aussi que la FNC intègre l'Agence Française pour la Biodiversité et que la police de la Nature et de la chasse soit confortée au sein de l'ONCFS.



Enfin, pour nous, les politiques agricoles et forestières et la nouvelle P.A.C. doivent mieux protéger la biodiversité ordinaire. Cela doit se faire dans une Europe plus verte, mais garante d'une gestion plus souple des espèces et des identités culturelles qui s'y rattachent, en particulier pour la chasse des migrateurs. Une Europe qui ne doit pas non plus se tromper de cible avec les détenteurs légaux d'armes et les principaux utilisateurs d'animaux.

De nombreux arbitrages vont être nécessaires et tous les contacts utiles ont été pris par nos soins pour engager des négociations avec le Premier ministre et les ministres de l'Ecologie, de l'Agriculture, de l'Intérieur, de la cohésion des territoires, des Affaires Européennes, ainsi que celui de l'Economie et des Finances.

Dans le même temps, nous engageons des négociations avec nos partenaires ruraux que sont les organisations agricoles et forestières, portant à la fois sur les dégâts de gibier et leur indemnisation, la veille sanitaire, la réduction des pesticides et autres intrants et les pratiques agricoles et forestières ayant un impact direct sur la faune sauvage.


En complément, nous avons entamé un dialogue très constructif avec l'ONCFS, notamment sur le permis de chasser et les études scientifiques.

En revanche, nous sommes en conflit ouvert avec l'ONF qui cherche par tous les moyens à profiter de l'argent des chasseurs tout en remettant en cause nos responsabilités de gestionnaires de la faune sauvage.

C'est dans ce contexte d'une transformation profonde de nos pratiques, de nos méthodes, de nos structures et de leurs financements que je me permets de solliciter une audience afin de vous présenter les enjeux et les perspectives de développement de la filière chasse et débattre avec vous des choix, du calendrier et de la dynamique rurale que cela peut créer à court et moyen terme.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de ma plus haute considération.

Le Président



Willy SCHRAEN